



Barbara FOURCHE
Avocat



RÉGIME DE L'ACTIVITÉ PARTIELLE AU 19 MARS 2021

Le régime de l'activité partielle continue à être actualisé en fonction de l'évolution de la crise sanitaire. En dernière date, deux décrets n° 2021-221 et 2021-225 du 26 février 2021 ainsi que deux ordonnances n° 2021-135 et 2021-136 du 10 février 2021 ont modifié **les taux applicables en matière d'activité partielle** et **la liste des secteurs protégés**.

La durée de l'autorisation d'activité partielle a également été modifiée :

- Jusqu'au 30 juin 2021, l'autorisation d'activité partielle est accordée pour une durée maximale de 6 mois.
- A compter du 1er juillet 2021, cette autorisation d'activité partielle sera accordée pour une durée maximale de 3 mois renouvelables dans la limite de 6 mois sur une période de référence de 12 mois consécutifs.

Le Ministère du travail précise dans son questions-réponses actualisé :











« Les compteurs commenceront à courir à partir de cette date, et ce quelle que soit la date d'autorisation. Autrement dit, si une entreprise a déjà bénéficié d'une période d'activité partielle avant cette date, il n'en sera pas tenu compte pour le calcul des 6 mois. En revanche, si une décision d'autorisation est prise avant le 30 juin 2021 pour une durée allant au-delà du 1er juillet 2021, la période d'autorisation intervenant au-delà du 1er juillet s'imputera sur la durée maximale d'autorisation de 6 mois. »

! Deux nouveaux décrets pourraient d'une part, à nouveau reporter la baisse des taux de l'indemnité des salariés en activité partielle et de l'allocation remboursée aux employeurs et d'autre part, allonger la liste des secteurs connexes (ajout de la Fabrication de bidons de bière métallique, tonnelets de bière métalliques, fûts de bière métallique et Commerce de gros de café, thé, coco et épices lorsqu'au moins 50 % du Chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de l'hôtellerie ou de la restauration).

Selon ces projets de décrets, la règle selon laquelle l'indemnité nette versée par l'employeur au salarié serait plafonnée au net habituel entrerait en vigueur au 1er mai 2021 au lieu du 1er avril 2021.



SECTEUR NON PROTÉGÉ

		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 31 mars 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} avril 2021 *
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	environ 8,11 €	
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire	36 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 €	7,30 €

* Selon un projet de décret, l'indemnité versée au salarié passerait au taux de 60 % et l'allocation versée à l'employeur au taux de 36 %, à compter du 1^{er} mai 2021



SECTEURS PROTÉGÉS DES ANNEXES 1 ET 2 DU DECRET DU 29 JUIN 2020 MODIFIE

		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 31 mars 2021	 Heures chômées du 1 ^{er} avril 2021 au 30 avril 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} mai 2021 ⁽²⁾
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire	
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾		
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire	36 % de la rémunération horaire de référence Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾		7,3 € ⁽¹⁾













(1) Sauf pour les salaires en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC

(2) Selon un projet de décret, l'indemnité versée au salarié passerait au taux de 60 % à compter du 1^{er} juin 2021, et l'allocation versée à l'employeur passerait au taux de 60 % au 1^{er} mai, puis au taux de 36 % au 1^{er} juin 2021.



SECTEURS PROTÉGÉS DES ANNEXES 1 ET 2 DU DECRET DU 29 JUIN 2020 MODIFIE

ET SUBISSANT UNE BAISSSE DE CHIFFRE D’AFFAIRES DE 80 %











		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 31 mars 2021	 Heures chômées du 1 ^{er} avril 2021 au 30 avril 2021	 Heures chômées du 1 ^{er} mai 2021 au 30 juin 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} juillet 2021
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire			60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾			
Allocation horaire versée à L’EMPLOYEUR	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire			36 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾			7,3 € ⁽¹⁾

 Liste des secteurs protégés à consulter dans le [Décret n°2020-810 du 29 juin 2020](#) modifié (lien).

(1) Sauf pour les salaires en contrat d’apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC



ENTREPRISES ACCUEILLANT DU PUBLIC FERMEES EN RAISON DE LA COVID-19











		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} juillet 2021
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾	
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	36 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾	7,3 € ⁽¹⁾

 Liste des secteurs protégés à consulter dans le **Décret n°2020-810 du 29 juin 2020** (lien) modifié.

(1) Sauf pour les salaires en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC













ENTREPRISES SITUÉES DANS UNE ZONE GÉOGRAPHIQUE SOUMISE À DES RESTRICTIONS DE CIRCULATION (ZONE CONFINÉE) ET SUBISSANT UNE BAISSÉ D'AU MOINS 60 % DE CHIFFRE D'AFFAIRES

		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} juillet 2021
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾	
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	36 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾	7,3 € ⁽¹⁾

(1) Sauf pour les salaires en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC












ENTREPRISES DE BIENS OU DE SERVICES SITUEES DANS UNE STATION DE SKI ET SUBISSANT UNE BAISSSE D'AU MOINS 50 % DE CHIFFRE D'AFFAIRES

		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021	 Heures chômées à compter du 1 ^{er} juillet 2021
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	60 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾	
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	36 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 36 % x 4,5 SMIC horaire
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾	7,3 € ⁽¹⁾

(1) Sauf pour les salaires en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC



SALARIES VULNERABLES OU DEVANT GARDER LEUR ENFANT

		 Heures chômées entre le 1 ^{er} janvier 2021 et le 30 mars 2021	 Heures chômées entre le 1 ^{er} avril 2021 et au plus tard le 31 décembre 2021 ⁽²⁾
Indemnité horaire versée au SALARIÉ	 Taux horaire	70 % de la rémunération horaire de référence  Plafond : 70 % x 4,5 SMIC horaire	
	 Plancher	environ 8,11 € ⁽¹⁾	
Allocation horaire versée à L'EMPLOYEUR	 Taux horaire	60 ou 70 % de la rémunération horaire de référence selon le secteur d'activité  Plafond : 60 ou 70 % x 4,5 SMIC horaire selon le secteur d'activité	60 % de la rémunération horaire de référence selon le secteur d'activité  Plafond : 60 % x 4,5 SMIC horaire selon le secteur d'activité
	 Plancher	8,11 € ⁽¹⁾	

(1) Sauf pour les salaires en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dont la rémunération habituelle est inférieure au SMIC

(2) Selon un projet de décret, l'allocation remboursée à l'employeur passerait au taux unique de 60 % à compter du 1^{er} mai 2021.